



a toxics-free future

Les points de vue rapides d'IPEN à la CIGPC4

Septembre 2015

Ce qui suit est un résumé de certains points de vue sur les questions qui seront débattues à la CIGPC4:

Au delà de 2020

- La CIGPC devrait amorcer un processus intersession pour examiner l'avenir de la SAICM et/ou d'autres mécanismes pour une coopération intergouvernementale et multipartite sur la sécurité chimique après 2020
- La CIGPC pourrait convoquer deux réunions de planification intersessions en marge des deux réunions de l'ANUE2 (2016) et l'ANUE3 (2018). Celles-ci pourraient alors figurer à l'ordre du jour d'un GTCNL3 en 2019
- Une section de haut niveau à la CIGPC5 pourrait examiner les propositions, et adopter et amorcer des accords pour des arrangements institutionnels pour la gestion rationnelle des produits chimiques après 2020
- La SAICM est importante pour tous les pays, mais elle est d'une plus grande importance pour les pays en voie de développement et à économie en transition
- les menaces posées par les produits chimiques et les déchets ne prendront pas fin en 2020 et la sécurité chimique est une composante essentielle pour la mise en œuvre des ODD récemment acceptés d'un commun accord

Les Pesticides extrêmement dangereux

- La CIGPC4 devrait établir une Alliance Mondiale pour l'Élimination Progressive des pesticides extrêmement dangereux afin de permettre la mise en œuvre l'ODD #2 de "*promouvoir une agriculture durable*" et la cible 4 d' "*assurer les systèmes de production alimentaire durables... qui aident à maintenir des écosystèmes.*"
- Une Alliance Mondiale pour l'Élimination des Pesticides Extrêmement Dangereux contribue à mettre en œuvre l'appel du Conseil de la FAO de 2006 en faveur de l'interdiction progressive des Pesticides Extrêmement Dangereux
- Des conditions ordinaires de l'utilisation des pesticides dans de nombreux pays en voie de développement et à économie en transition sont souvent une source de dommages graves pour la santé de l'agriculteur et des écosystèmes. C'est pourquoi plus de 140 pays avaient exprimé de sérieuses inquiétudes au sujet des pesticides extrêmement dangereux au cours des réunions régionales de la SAICM en 2013 et 2014
- L'Alliance Mondiale pour l'Élimination du Plomb dans les Peintures sert de modèle pour la charge minimale du Secrétariat de l'Alliance tout en fournissant un véhicule pour réaliser des gains réels sur le terrain

- Veuillez consulter les documents d'information NF29 et INF31 pour plus d'informations sur les pesticides extrêmement dangereux, y compris un projet des termes de références

OGD

La résolution de la CIGPC4 sur les OGD devrait inclure ce qui suit :

- *Notant également* que dans la plupart des pays, seulement très peu de progrès ont été réalisés dans le sens de réduire au minimum de graves effets nocifs sur la santé humaine et l'environnement associés à des modes actuels de production des substances chimiques, de leur utilisation et de leur élimination à la fin de leur cycle de vie
- *Notant cependant* que, pour la plupart des pays en voie de développement et à économie en transition, les agences gouvernementales concernées, les organisations intergouvernementales et les parties prenantes d'intérêt public ne sont toujours pas à mesure d'accéder à des ressources suffisantes pour mettre en œuvre efficacement leurs responsabilités de gestion rationnelle des produits chimiques
- *Encourage* les parties prenantes également mettre à contribution leurs capacités actuelles pour la gestion rationnelle des produits chimiques (y compris toute capacité accrue, associée à leur mise en œuvre des six principales domaines d'activités) pour atteindre les objectifs de réduction de risques concrets visant à la réduction réelle des effets nocifs sur la santé humaine et l'environnement associés à des modes actuels de production des produits chimiques, leur utilisation et leur élimination à la fin de leur cycle de vie
- *Convient* qu'un objectif clé de réduction des risques d'ici 2020 est d'avoir un instrument de contrôle mis en place dans tous les pays interdisant la fabrication, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des peintures au plomb
- *Note avec préoccupation* que les ressources insuffisantes sont actuellement disponibles pour mettre en œuvre la SAICM, notamment dans la perspective de la fermeture des contributions au Fonds d'Affectation du Programme de Démarrage Rapide
- *Prie* le Directeur Exécutif du PNUE, les directeurs des autres organisations de l'IOMC et le Secrétariat de la SAICM à poursuivre des initiatives supplémentaires visant à mobiliser des ressources à une échelle suffisante pour permettre aux agences gouvernementales concernées, aux organisations intergouvernementales et aux parties prenantes d'intérêt public de mettre pleinement en œuvre les six principaux domaines d'activités et d'entreprendre l'éventail complet des activités de réduction des risques nécessaires pour effectivement réduire au minimum les graves effets nocifs sur la santé humaine et l'environnement associés à des modes actuels de production des produits chimiques, de leur utilisation et de leur élimination à la fin de leur cycle de vie

Les Substances Chimiques Incorporées dans les Produits (en anglais CiP)

- Le document de l'IOMC SAICM/ICCM.4/INF/17, *The Business Case for Knowing Chemicals in Products and Supply Chains* devrait être traduit dans toutes les langues de l'ONU et être largement diffusé

- Le PNUE devrait s'assurer que les ONG d'intérêt public, y compris les syndicats et les autres organisations des travailleurs sont invités à participer à des projets pilotes visant à la mise en œuvre du Programme CiP

La résolution de la CIGPC4 sur les substances chimiques incorporées dans les produits doit inclure ce qui suit :

- *Reconnaissant* que déclencheur pour les produits chimiques plus sains vient de la transparence et que les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) ne doivent pas saper le principe clé de la sécurité chimique selon lequel les informations sur la santé et la sécurité ne devraient pas être considérées comme confidentielles et ne devraient pas être réclamées pour les produits chimiques faisant l'objet de préoccupation;
- *Reconnaissant* les travailleurs comme étant un groupe de parties prenantes clés affectés par les produits chimiques au cours de la fabrication, du recyclage et de l'élimination des produits et leur besoin d'une information complète sur les produits chimiques qu'ils manipulent;
- *Reconnaissant* que l'absence de, ou des règlements contradictoires entre les pays créent des défis pour la sélection des produits chimiques pour inclusion dans un système d'information du CiP en particulier dans les pays en voie de développement ou à économie en transition ;
- *Recommande* que même si la législation n'est pas encore mise en place pour aborder efficacement les problèmes des substances chimiques incorporées dans les produits dans les pays en voie de développement et à économie en transition, que les exigences relatives à la divulgation des informations ne soient pas différentes des normes dans les pays développés, d'autant plus que les substances chimiques et les produits sont de plus en plus produits et utilisés dans les pays en voie de développement et à économie en transition ;
- *Recommande* les pays à continuer à faire progresser la législation nationale et l'exécution, le suivi et le contrôle pour aborder efficacement les problèmes des substances chimiques incorporées dans les produits en attendant que de nouvelles informations sur les substances chimiques faisant l'objet des préoccupantes soient disponibles ;
- *Conseille vivement* aux entreprises d'aller au-delà d'une liste de substances juridiquement restreinte en identifiant et en communiquant les substances chimiques préoccupantes dans leurs produits et leurs chaînes d'approvisionnement fondées sur des caractéristiques de danger ;
- *Reconnaît* que le plus haut niveau de divulgation devrait être utilisé dans tous les pays pour protéger la santé humaine et l'environnement et de se conformer à la demande croissante de connaître à la fois les substances chimiques incorporées dans les produits et les chaînes d'approvisionnement, ainsi que signaler la présence des substances chimiques incorporées dans les produits ;
- *Reconnaît* le rôle important du consommateur dans la divulgation des informations sur les substances chimiques incorporées dans les produits au-delà des exigences réglementaires, car ils exigent des produits plus durables, ils sont mieux informés qu'avant, et leurs attentes sont plus élevées ;

- *Reconnaissant* la nécessité d'améliorer les étiquettes des produits qui fournissent des informations détaillées sur les substances chimiques incorporées dans les produits, y compris leurs effets sur la santé, la bonne façon de leur manipuler et les indications sur la façon de les éliminer
- De développer davantage l'application des programmes des substances chimiques incorporées dans les produits et des conseils qui doivent être suivis par les travailleurs afin de contribuer à leur sécurité

Le Plomb dans les Peintures

Une résolution de la CIGPC4 devrait recommander ce qui suit :

- Un objectif clé de réduction des risques d'ici 2020 pour la SAICM est d'avoir un instrument de contrôle mis en place dans tous les pays interdisant la fabrication, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des peintures au plomb
- Des données supplémentaires doivent être générées sur la présence ou l'absence des peintures au plomb sur le marché de consommation afin que vers la fin de 2017, certaines données publiquement disponibles le soient pour au moins 80 pays en voie de développement et à économie en transition ;
- Le GAELP (Alliance Mondiale pour l'Élimination des Peintures au Plomb) devrait publier un document d'orientation pour une utilisation par les gouvernements intéressés à développer des contrôles réglementaires nationaux sur le plomb contenu dans les peintures qui élabore la brochure GAELP: Éléments d'un cadre légal et réglementaire national
- Le GAELP devrait établir des mécanismes qui permettront et qui promouvront une plus grande participation des partenaires et l'engagement dans des activités visant à faire atteindre les objectifs de l'Alliance
- Les Points focaux nationaux de la SAICM doivent promouvoir ou engager des discussions nationales qui incluent les représentants des gouvernements concernés, les représentants de l'industrie de peinture, les représentants du secteur de la santé publique et d'autres parties prenantes nationales pour aborder les dangers associés aux peintures contenant du plomb et les mesures éventuelles de contrôle national
- L'OMS doit impliquer ses bureaux régionaux et nationaux qui se trouvent dans les pays en voie de développement et à économie en transition dans les travaux sur l'élimination des peintures au plomb réalisés par les parties prenantes aux niveaux régionaux et nationaux
- Le PNUE et l'ONUDI doivent impliquer leurs bureaux dans les pays en voie de développement et à économie en transition et les Centres Nationaux de Production plus Propre pour des travaux sur les peintures au plomb effectués par les parties prenantes au niveau national

Les produits électroniques

Le travail sur les substances dangereuses dans le cadre du cycle de vie des produits électriques et électroniques dans SAICM est en grande partie inachevée – particulièrement les travaux en aval et au milieu du cycle de vie des produits électroniques. Le document INF18 contient les composants utiles sur des choses sur lesquelles il faut travailler, mais le manque de mécanismes de coordination globale

complicque l'exécution cohérente. Un objectif principal devrait être de donner la priorité à la réduction et à l'élimination des substances dangereuses dans les EEE et dans leurs procédés de production.

Une résolution de la CIGPC4 devrait recommander ce qui suit :

- D'ici 2016, dresser les listes des substances chimiques préoccupantes pour la santé humaine et/ou l'environnement se trouvant dans les produits électroniques en incluant des substances chimiques utilisées dans leur fabrication et les poster sur le site web de la SAICM
- Minimiser les substances dangereuses au cours du processus de production des EEE afin que d'ici 2020, au moins 5 pays parmi les 2-3 régions des Nations Unies adoptent des instruments de politiques qui abordent les actions pour réduire, remplacer et éliminer les substances dangereuses dans les EEE
- Établir des systèmes d'informations de sorte que d'ici 2020, au moins 5 pays parmi les 2-3 régions des Nations Unies collectent des consignes de santé et de sécurité sur les substances chimiques utilisées dans la fabrication des EEE et utilisent un organisme multipartite pour décider sur les demandes de la CBI de s'assurer que les travailleurs aient l'accès à l'information pour les substances chimiques qu'ils manipulent ou auxquelles ils sont exposés
- D'ici 2020, mettre en place des initiatives d'achat dans 10 pays qui favorisent les produits EEE plus verts basés sur la toxicité réduite des substances chimiques et des matériaux utilisés dans les produits et au cours de la fabrication
- À partir de 2016, promouvoir la sensibilisation, l'information, l'éducation et la communication sur les substances chimiques dangereuses dans les EEE pour les groupes vulnérables et les parties prenantes concernées le long de la chaîne d'approvisionnement
- Le développement et la mise en œuvre des programmes de reprise gratuite des EEE dans 10 pays d'ici 2020
- Établir des registres de malformations congénitales et des cancers ainsi que des données sur l'emploi dans 5 pays en voie de développement et à économie en transition d'ici 2020
- Établir et mettre en œuvre les programmes d'hygiène industrielle et de biosurveillance dans au moins une entreprise dans chacune des 5 pays en voie de développement et à économies en transition d'ici 2020
- Inviter l'OIT d'aborder les problèmes de la sécurité des travailleurs dans EEE
- Demander au Secrétariat de diffuser largement le rapport de l'atelier International sur les substances dangereuses au long du cycle de vie des produits électriques et électroniques, qui s'est tenu à Vienne, du 29 au 31 mars 2011 (SAICM/ICCM.3/INF/24)

Les perturbateurs endocriniens (EDC)

Une résolution de la CIGPC4 devrait recommander ce qui suit

- *Se félicitant de l'Etat de la Science des Perturbateurs Endocriniens du PNUE/WHO – 2012 et reconnaissant ses préoccupations majeures¹*
- *Invite le PNUE, sous réserve des ressources disponibles, à*

1

- a) Dresser une liste des perturbateurs endocriniens et des perturbateurs endocriniens potentiels et rendre cela disponible sur le site Web du PNUE et mettre à jour la liste sur une base continue au fur et à mesure que plus d'informations deviennent disponibles ;
- b) Identifier les perturbateurs endocriniens prioritaires et leurs sources d'exposition dans des pays en voie de développement et à économies en transition, y compris dans les produits alimentaires, dans l'eau, dans les pesticides et dans les déchets ;
- c) Mener des études de surveillance des perturbateurs endocriniens dans 3-5 pays en voie de développement et à économies en transition dans quatre régions des Nations Unies pour un total de 12 à 20 pays d'ici 2020
- d) Élaborer et diffuser des documents de sensibilisation sur les perturbateurs endocriniens destinés aux pays en voie de développement et à économies en transition y incluant les utilisations, les effets, la contamination et le fardeau du corps humain et des alternatives plus saines, y compris les alternatives non chimiques ;
- e) Recueillir et diffuser des exemples de meilleures pratiques disponibles dans la réduction de l'utilisation de 20 perturbateurs endocriniens, y compris les substitutions les plus saines, des alternatives non chimiques et la gestion des risques d'ici 2020 ;
- f) compléter les études de cas visées dans la résolution III/2 F à l'horizon 2020, y compris les pesticides, les textiles, les produits pour enfants, les matériaux de construction et les produits électriques et électroniques et identifier les perturbateurs endocriniens éventuels et les effets sur la santé, documenter l'exposition des hommes, révéler des lacunes dans les politiques de réglementation existantes et mettre en évidence les meilleures pratiques disponibles en remplacement des perturbateurs endocriniens ;
- *Invite* le PNUE et l'OMS à élaborer un rapport sur les perturbateurs endocriniens avec la contribution régionale qui est orienté à la situation et les besoins des pays en voie de développement et à économie en transition qui comporte les éléments (a) – (g) des résolutions régionales de la SAICM sur les perturbateurs endocriniens en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine et les Caraïbes, sous réserve des ressources disponibles ;

Les Nano

La résolution de la CIGPC4 sur la nano devrait inclure ce qui suit :

- Faciliter l'échange d'informations sur les nanotechnologies et la gestion rationnelle des nanomatériaux fabriqués par exemple au moyen d'un mécanisme de compensation appropriée
- Développer des guides techniques et réglementaires internationaux et des supports de formation pour la gestion rationnelle des nanomatériaux fabriqués, basée sur la compilation de des informations pertinentes établies par le Secrétariat de la SAICM
- *Recommande* d'accroître la sensibilisation et l'intensification de l'accessibilité aux informations à travers les différents moyens

- *Demande* l'engagement continu de toutes les parties prenantes de l'Approche Stratégique, y compris les organisations de l'IOMC concernées, en particulier l'UNITAR et l'OCDE ainsi que l'OMS et l'OIT dans la mise en oeuvre des résolutions pertinentes de la CIGPC et des activités de la PAM (Plan d'Action Mondial)

Les Finances

- La CIGPC4 devrait s'inquiéter que des ressources insuffisantes sont actuellement disponibles pour mettre en œuvre la SAICM, notamment dans la perspective de la fermeture des contributions pour le Fonds d'Affectation Spécial du Programme de Démarrage Rapide
- L'industrie chimique mondiale a un fonds de roulement annuel d'environ 4,1 trillions de dollar américain par année². Si un régime de recouvrement des coûts globaux récupère 4,1 milliards de dollar américain chaque année, la charge totale sur l'industrie productrice des substances reviendrait à 0,1% du chiffre d'affaires annuel de l'industrie – un coût très faible par rapport à sa taille et beaucoup plus que ce que les gouvernements donateurs peuvent fournir
- Les représentants des gouvernements donateurs aux réunions préparatoires de la SAICM ont suscité les espoirs que les agences d'aide au développement international fourniraient des fonds considérables pour la mise en œuvre de la SAICM. Cela n'a pas encore été effectué sur une échelle importante et doit être poursuivi.
- Le Programme Spécial a reçu des promesses d'environ 13 millions de dollar américain mais il s'écarte spécifiquement de l'approche multipartite de la SAICM en excluant le financement pour les organismes de la société civile d'intérêt public.

¹ La santé humaine et celle de la faune dépend de la capacité de se reproduire et de se développer normalement. Ce n'est pas possible sans un système endocrinien sain ; De nombreux troubles et maladies endocriniens sont à la hausse et les risques de maladie due à des perturbateurs endocriniens peuvent-être très sous-estimés ; Les populations fauniques ont été touchées par des perturbations endocriniennes, avec des impacts négatifs sur la croissance et la reproduction ; De nombreuses études de laboratoire soutiennent l'idée que les expositions aux produits chimiques contribuent à des troubles endocriniens chez les humains et les animaux sauvages ; La fenêtre la plus sensible de l'exposition aux perturbateurs endocriniens est durant les périodes critiques du développement, tels que pendant le développement foetal et la puberté ; Une attention particulière devrait porter sur la réduction des risques par une variété de mécanismes. Les actions du gouvernement pour réduire l'exposition, même limitées, sont avérés efficaces dans des cas spécifiques (par exemple les interdictions et les restrictions sur le plomb, le chlorpyrifos, le tributylétain, les PCB et certains autres polluants organiques persistants). Cela a contribué à la diminution de la fréquence des troubles chez les humains et les animaux.

² La Perspective Globale des Substances Chimiques du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (2012)/United Nations Environment Programme (2012) Global Chemicals Outlook